

Avant une réunion de crise ce dimanche, les rédactions européennes du HuffPost analysent la situation dans chacun de leur pays.

La ligne dure de l'Italie gagne du terrain, par Stefano Baldolini



Alessandro Bianchi / Reuters

Certes dramatique, la décision de l'Italie de ne pas accueillir l'Aquarius était prévisible. Cet incident est survenu après deux autres interventions importantes de Matteo Salvini, le dirigeant du parti antimigrants italien (La Ligue), durant sa première semaine au gouvernement. La première a eu lieu lors de sa visite au port de Pozzallo, dans le sud de la Sicile, symbole des débarquements dans la région, quand il a déclaré que le pays ne pouvait plus servir de "camp de réfugiés de l'Europe". La seconde, lorsqu'il a annoncé sa décision de ne pas participer au sommet de l'UE à Luxembourg visant à amender le traité de Dublin, qui oblige les réfugiés à déposer leur demande d'asile dans le premier pays où ils arrivent. Matteo Salvini privilégie plutôt un "axe" avec l'Allemagne et l'Autriche pour lutter contre l'immigration clandestine.

Le nombre d'entrées de migrants en Italie prévu par le traité de Dublin s'est finalement avéré trop élevé pour Rome, et l'aveu d'un porte-parole d'Angela Merkel la semaine dernière selon lequel "aucun pays ne devrait être laissé seul" est arrivé trop tard. Les politiques d'immigration des gouvernements précédents (Matteo Renzi et Paolo Gentiloni) s'étaient déjà démarquées en Europe. L'ex-ministre de l'Intérieur, Marco Minniti – salué par Matteo Salvini lui-même –, avait tenté d'adopter une ligne dure en passant des accords avec la Libye pour bloquer les départs en instaurant des centres de rétention sur la côte nord-africaine. Mais cette politique, qui avait considérablement réduit les débarquements (-80% en un an), était critiquée par la gauche qui dénonçait la création de ces centres peu soucieux du respect des droits de l'Homme, et par la droite pour avoir été trop conciliante avec les autres pays européens.

Son successeur a choisi d'aller plus loin. La décision de Matteo Salvini est un acte hostile contre les ONG, et son refus d'accueillir deux autres navires en est la preuve. La nouvelle politique italienne proposée par le président du conseil, Giuseppe Conte, au sommet de Paris la semaine dernière bloque non seulement les bateaux mais vise aussi à fermer les frontières extérieures avec la création de centres d'accueil dans les pays d'origine.

Le ministre de l'Intérieur, qui se rendra en Libye pour "fermer la route" du pays, toujours en plein chaos après la chute du président Kadhafi, a également annoncé qu'il demanderait aux garde-côtes italiens de rester plus près des côtes nationales. "En Méditerranée, beaucoup d'Etats peuvent intervenir: la France, l'Espagne, le Portugal, les pays d'Afrique du Nord. Nous ne pouvons pas nous permettre d'accueillir la moitié de l'Afrique en l'Italie", a déclaré Matteo Salvini. Politiquement, la ligne dure gagne en popularité. Selon un sondage publié par *La Repubblica*, la décision de ne pas autoriser le débarquement de l'Aquarius est approuvée par 58% des électeurs.

Merkel n'a que quelques jours pour trouver un accord, par Lennart Pfahler



Hannibal Hanschke / Reuters

Lundi, une crise gouvernementale en Allemagne n'a pas été évitée, seulement reportée. Angela Merkel et son parti (CDU) continuent d'être contraints par le ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer (CSU), de changer la politique envers les réfugiés à la frontière. Ce dernier veut en effet renvoyer tous les migrants et réfugiés sans papiers ou précédemment enregistrés dans d'autres pays européens. Comme l'a confié Jürgen Bast, professeur en droit européen, au *HuffPost* allemand, cela signifierait la fermeture de la frontière et un revirement complet de la politique d'immigration d'Angela Merkel.

Lundi, la chancelière a déclaré aux médias qu'elle allait essayer de trouver une solution européenne multilatérale avant le sommet européen de la semaine prochaine. En attendant, elle continue d'avoir des entretiens bilatéraux avec l'Italie, l'Autriche, la Grèce et d'autres pays touchés par les flux de réfugiés.

Elle a également ajouté que même si elle ne parvenait pas à négocier des accords début juillet, la politique de Horst Seehofer (désignée par la presse et Seehofer lui-même comme son "plan directeur") ne serait pas adoptée. Il y aurait en revanche d'autres négociations entre la CDU et la CSU. La plupart des observateurs, sceptiques quant à la possibilité de trouver une réponse européenne en moins de deux semaines, pensent que le différend devrait perdurer.

Horst Seehofer a fait preuve non seulement de déloyauté mais aussi de manque de respect envers Mme Merkel. Le *Welt am Sonntag* a ainsi rapporté des propos qu'il a tenus à certains législateurs de la CSU: "Je ne peux plus travailler avec cette femme." Lundi, lors d'une conférence de presse à Munich, il a déclaré qu'il était toujours convaincu que son plan entrerait en vigueur. Angela Merkel est la seule capable de prendre la décision finale, mais la dispute en cours l'affaiblit plus que jamais.

Le député du Parti écologiste, Omid Nouripour, a déclaré jeudi au *HuffPost* allemand: "Les gens ont vraiment l'impression qu'elle a perdu le contrôle. Notamment en raison du chaos le plus total qui règne au gouvernement." Les sondages montrent que seuls 30% des Allemands font confiance à la CDU et à la CSU, le pire résultat obtenu ces derniers temps. Seule la Bavière, berceau de la CSU, semble apprécier que le parti fasse pression sur Angela Merkel.

On peut s'attendre à ce que la chancelière ait des discussions animées avec les autres dirigeants européens, non seulement pour sauver sa politique européenne mais aussi son héritage: une Allemagne libérale, ouverte et non protectionniste. Début juillet, une autre épreuve de force qui pourrait sceller son avenir l'attend au sein de son propre gouvernement.

Le nouveau gouvernement espagnol change la donne, par Carolina Abellan



Susana Vera / Reuters

"J'ai donné des instructions pour que l'Espagne accueille l'Aquarius dans le port de Valence. Il est de notre devoir d'offrir à ces 600 personnes un refuge et de nous conformer aux engagements internationaux concernant les crises humanitaires."

Il n'occupait le poste de Premier ministre que depuis cinq jours quand, avec un seul tweet, Pedro Sánchez a pris un virage radical par rapport à la politique migratoire menée par le précédent gouvernement. Il a annoncé que l'Espagne accepterait les 630 migrants de l'Aquarius, à la dérive en Méditerranée. Le gouvernement de Mariano Rajoy avait été critiqué pour ne pas avoir respecté les quotas d'accueil des migrants auxquels il s'était engagé en 2015: sur 17 337 personnes, il n'en avait accueilli que 2 792 deux ans plus tard, soit moins d'un cinquième de ce qu'il avait promis.

Selon les instituts de sondage, les Espagnols étaient mal à l'aise par rapport à l'approche de Mariano Rajoy. Selon une enquête réalisée par Amnesty International à l'époque, l'Espagne était le pays dont la population soutenait le plus l'accès à l'asile, 78% des personnes étant favorables à ce que leur pays protège les personnes fuyant la guerre ou la persécution.

Le gouvernement de Pedro Sánchez a donc opéré un changement radical de politique et de traiter la question non seulement comme un problème espagnol mais européen. "C'est un appel au réveil en Europe", a déclaré la porte-parole du gouvernement, Isabel Celaá. Ce tournant a été soutenu par tous les partis qui ont permis à Pedro Sánchez d'être nommé Premier ministre.

Beaucoup moins de migrants sont arrivés en Espagne, mais leur nombre augmente rapidement, plus d'un millier de personnes ayant été sauvées par les garde-côtes espagnols vendredi et samedi. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), qui soutient le gouvernement, veut donc trouver de toute urgence une solution européenne, car l'épisode de l'Aquarius pourrait se reproduire dans les prochains jours.

Macron, de "la bienveillance" à "l'humanité et la fermeté"



Robert Pratta / Reuters

Où est passé l'Emmanuel Macron qui, pendant la campagne présidentielle tenait un discours d'ouverture et mettait en avant "la bienveillance"? Cette question, beaucoup d'associations et même certains parlementaires de sa majorité se la posent depuis qu'il a fait adopter une loi sur l'asile et l'immigration parfois jugée comme la plus répressive de l'histoire de la Ve République; un texte désapprouvé par 52% de l'opinion. Plus largement, la question de l'immigration révèle un paradoxe français. Selon un sondage publié en février, 65% des sondés estiment que "la France a le devoir d'accueillir les réfugiés persécutés dans leur pays". Dans le même temps, 63% disent qu'il y a "aujourd'hui trop d'immigrés en France".

Les partisans d'Emmanuel Macron issus de la gauche, y compris certains parlementaires, voyaient dans l'épisode de l'Aquarius une possibilité de se rattraper et montrer que la tradition d'accueil de la France n'avait pas disparu. Mais en ne proposant pas d'accueillir le bateau dans un port de la Corse (une île de Méditerranée beaucoup plus proche que l'Espagne et au large duquel le navire est passé) il a raté une occasion; 56% des Français estiment cependant qu'il a bien fait de ne pas l'accueillir. Emmanuel Macron dont la philosophie sur l'immigration est désormais "humanité et fermeté" promet désormais de porter dans les prochaines semaines une "proposition ambitieuse" de réforme de la politique migratoire européenne.

Lors de son discours devant le Parlement européen en avril, il avait appelé à "débloquer le débat sur le règlement de Berlin et sur les relocalisations". A l'occasion de sa visite chez Angela Merkel, ce mardi, il a fait un pas vers la droite allemande en affirmant qu'ils travaillaient ensemble à un accord entre plusieurs pays de l'espace Schengen pour refouler tout demandeur d'asile vers l'Etat où il a été enregistré en premier. Il s'agirait de facto de rétablir les règles dites de Dublin entre certains pays sur une base volontaire. Les deux dirigeants ont aussi évoqué la possible création de "centres" de tri en Afrique du Nord, sous contrôle de l'ONU, afin de bloquer directement sur place la venue des migrants économiques. Ils réclament enfin un Office européen de l'asile visant à harmoniser les pratiques et qui gérerait les "procédures d'asile aux frontières extérieures".

Cet article comporte des traductions de Karine Degliame-O'Keeffe pour [Fast For Word](#).

In *Huffington Post* 24/06/18